

AGENDA DE RENTRÉE



La rentrée remet sur le devant de la scène les préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de pouvoir d'achat, de santé, de logement, de retraite... Et les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'austérité mettant ainsi à mal les solidarités, s'attaquant brutalement aux droits sociaux : nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, multiplication inacceptable de mesures concernant les agents publics, réforme du Code du travail sans réel débat démocratique...

DÈS À PRESENT

La rentrée universitaire ne se présente pas sous de meilleurs auspices : annulation de 331 M€ de crédits sur le budget 2017 de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont 95 M€ pour la recherche et les formations universitaires et 46 M€ pour la Vie étudiante. Avec près de 50 000 étudiant.e.s de plus cette année, pas davantage de moyens (ni humains, ni financiers, ni immobiliers) et encore moins de personnels titulaires pour les accueillir, nos conditions de vie, d'études et de travail se dégradent et nos rémunérations baissent ! Le SNESUP-FSU a déposé un préavis de grève qui couvre tout le mois de septembre.

Les premières AG à Montpellier et à Paris témoignent de la colère des collègues. Au département d'informatique de l'Institut Galilée (Université Paris 13), l'AG a voté le report des cours pour protester contre le manque de personnels enseignant (25 % des besoins non couverts et seulement 50 % couverts par des titulaires).

LE 11 SEPTEMBRE

Les difficultés de l'algorithme Admission post-bac (APB) à **affecter les néo-bachelier.e.s** dans les formations de leur choix ont révélé au grand public l'impéritie des précédents gouvernements.

Dès le lundi 11 septembre et jusqu'à fin octobre, la ministre convoque en cette rentrée **55 réunions** organisées en 11 groupes de travail pour **améliorer la réussite des étudiant.e.s en licence**. Le SNESUP-FSU veillera à ce que cette réussite soit proposée à tou.te.s les bachelier.e.s qui le souhaitent sans pré-requis autre que le Bac.

LE 12 SEPTEMBRE

En ce qui concerne le projet d'ordonnances sur le Code du travail, les syndicats de l'ESR de la FSU partagent les inquiétudes et préoccupations des organisations qui condamnent les **remises en cause des droits sociaux des salarié.e.s** que cette réforme génère sous couvert de flexibilité et d'adaptabilité du marché du travail. Elle s'associe à l'indignation des salarié.e.s du secteur privé en lutte pour obtenir un code du travail protecteur et des créations d'emplois de qualité. Elle appelle à participer aux mobilisations engagées le 12 septembre prochain selon des modalités choisies localement et dépose pour cela un préavis de grève.

LE 28 SEPTEMBRE

Parce qu'une fois de plus le gouvernement s'attaque à leur pouvoir d'achat (CSG), aux services médicaux et sociaux (APL, emplois aidés), **la FSU et neuf organisations appellent les retraité.e.s à se mobiliser** dans les départements sous des formes diverses le jeudi 28 septembre.

EN OCTOBRE

Pour les agents de la Fonction publique, la période est particulièrement brutale : gel du point d'indice, prévision de 120 000 suppressions d'emplois (dont 70 000 dans la seule FPT), rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat, mise en cause de la GIPA, et toujours avec la menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR - ce qui constituerait une trahison des engagements de l'État et du dialogue social - baisse des dotations aux collectivités locales.

C'est pourquoi **la FSU propose à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires la construction d'une journée d'action au mois d'octobre, la plus unitaire possible**, afin d'exprimer le désaccord des agents avec ces mesures, en exiger la réorientation et porter les revendications pour les personnels.